

URBAIN GOHIER

LA
TERREUR JUIVE

Le Socialisme Juif

« Vous vous croyez chez vous, en France ? Eh bien, nous vous en ferons sortir. »

Juif TAPT.

Juif SÉMÉNOF.

Je me hâte de crier avec vous : « Ni guerre de race, ni guerre de religion !... »
Et que MM. les Youpins commencent.

GUSTAVE TÉRY.

NOUVELLE ÉDITION TRÈS AUGMENTÉE

PRIX : 20 Centimes

PARIS

CHEZ L'AUTEUR, 64, RUE CLAUDE-BERNARD
Et dans toutes les bonnes Librairies

1906

DU MÊME AUTEUR

L'Absolu. — Plaisir des Dieux, nouvelles.	3 50
Le Peuple du XX siècle (cinq mois aux Etats-Unis).....	3 50
Histoire d'une Trahison (1899-1903 : Heures d'espoir. — La bande Jaurès. — La curée. — La boue. — Socialisme ?).....	3 50
L'Armée contre la Nation, avec les plaidoiries du procès en Cour d'assises.....	3 50
Les Prétoriens et la Congrégation.....	3 50
L'Armée Nouvelle.....	2 »
L'Armée de Condé, Mémorial de la Trahison.....	1 »
A bas la Caserne !.....	3 50
Le Cri de Paris (50 numéros, 1 ^{er} mars 1904-15 février 1905).	
Le Vieux Cordelier.	

THÉÂTRE

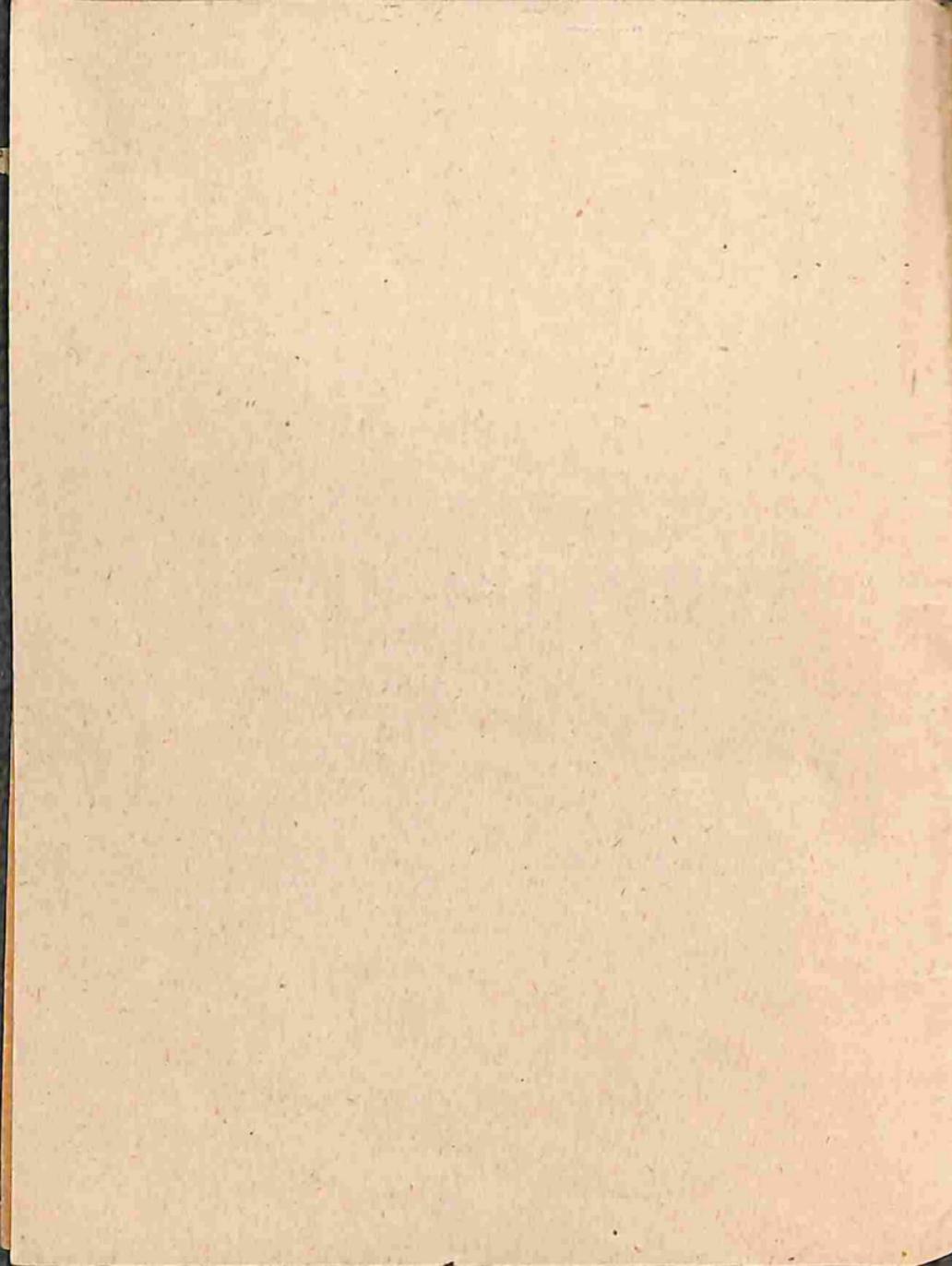
Le Ressort, étude dramatique.	
Spartacus, drame.	
Les Chaines	}
Le Mariage de Kretchinski	

BROCHURES

L'Antimilitarisme et la Paix, plaidoirie prononcée en Cour d'assises le 28 décembre 1905.....	1 »
La République escamotée en Norvège....	0 50
Le Service d'un an, <i>épuisée</i> .	
Sur la Guerre, <i>épuisée</i> .	
La Guerre de Chine, <i>épuisée</i> .	
Dix milliards pour la caisse de retraites des travailleurs, <i>épuisée</i> .	
Des Idées : Contre l'Argent. — Le Nouveau Pacte de Famine. — Sur la Guerre. — Lettre du Sultan Abd-ul-Hamid à M. Clémenceau, sur les massacres d'Arménie. — Le Centenaire et la Résurrection du Directoire. — La Fin d'un Régime, etc.	

LA

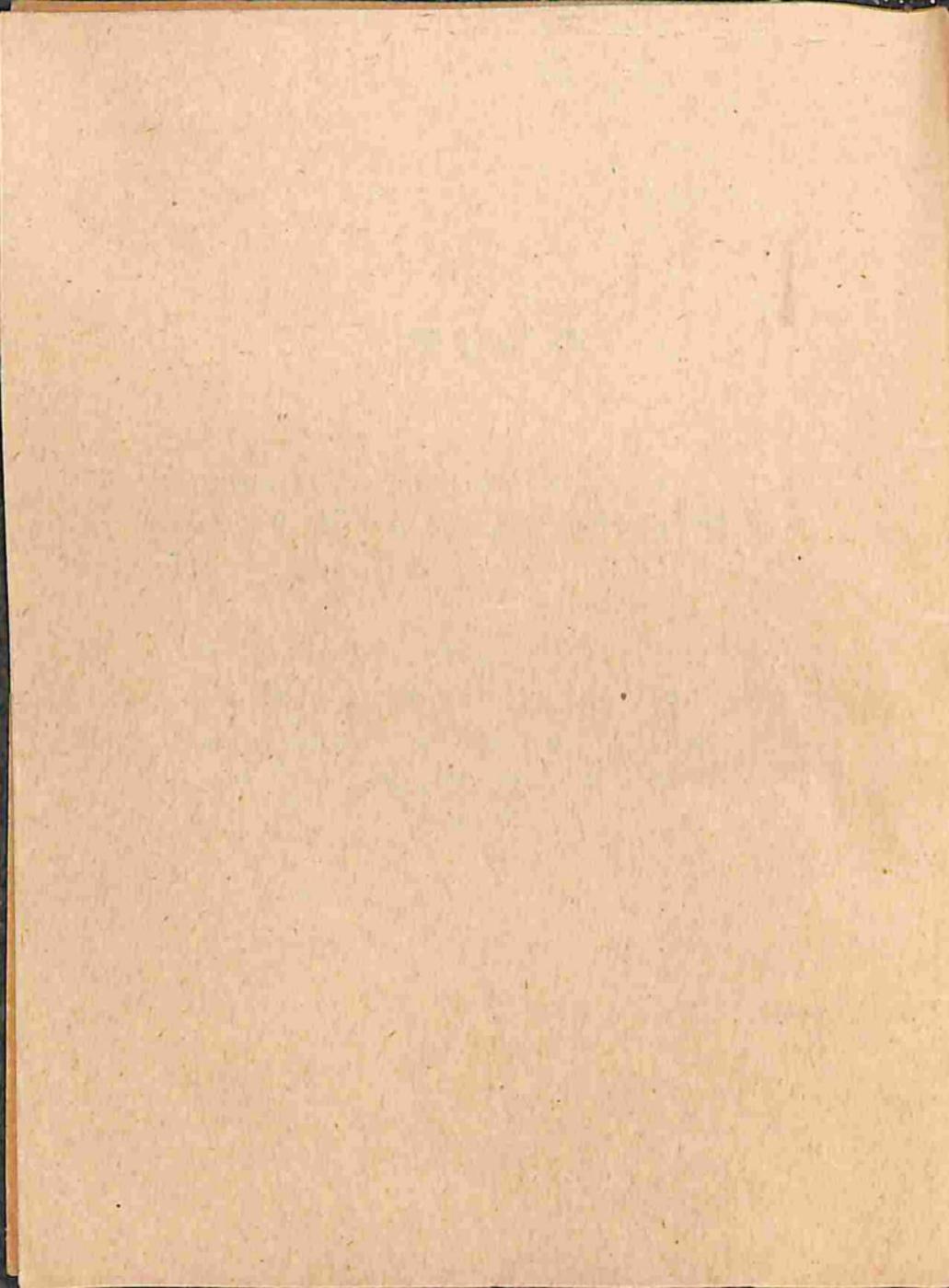
TERREUR JUIVE



AVIS

La première édition de cet opuscule avait été publiée sous forme de pétition aux Chambres, à l'occasion d'un procès privé.

Dans cette édition de propagande, on a supprimé tout ce qui avait trait à la cause particulière ; on a considérablement accru les informations qui intéressent la cause publique.



URBAIN GOHIER

LA
TERREUR JUIVE

Le Socialisme Juif

« Vous vous croyez chez vous, en France ? Eh bien, nous vous en ferons sortir. »

Juif TAFT.

Juif SÉMÉNOF.

Je me hâte de crier avec vous : « Ni guerre de race, ni guerre de religion !... »
Et que MM. les Youpins commencent.

GUSTAVE TÉRY.

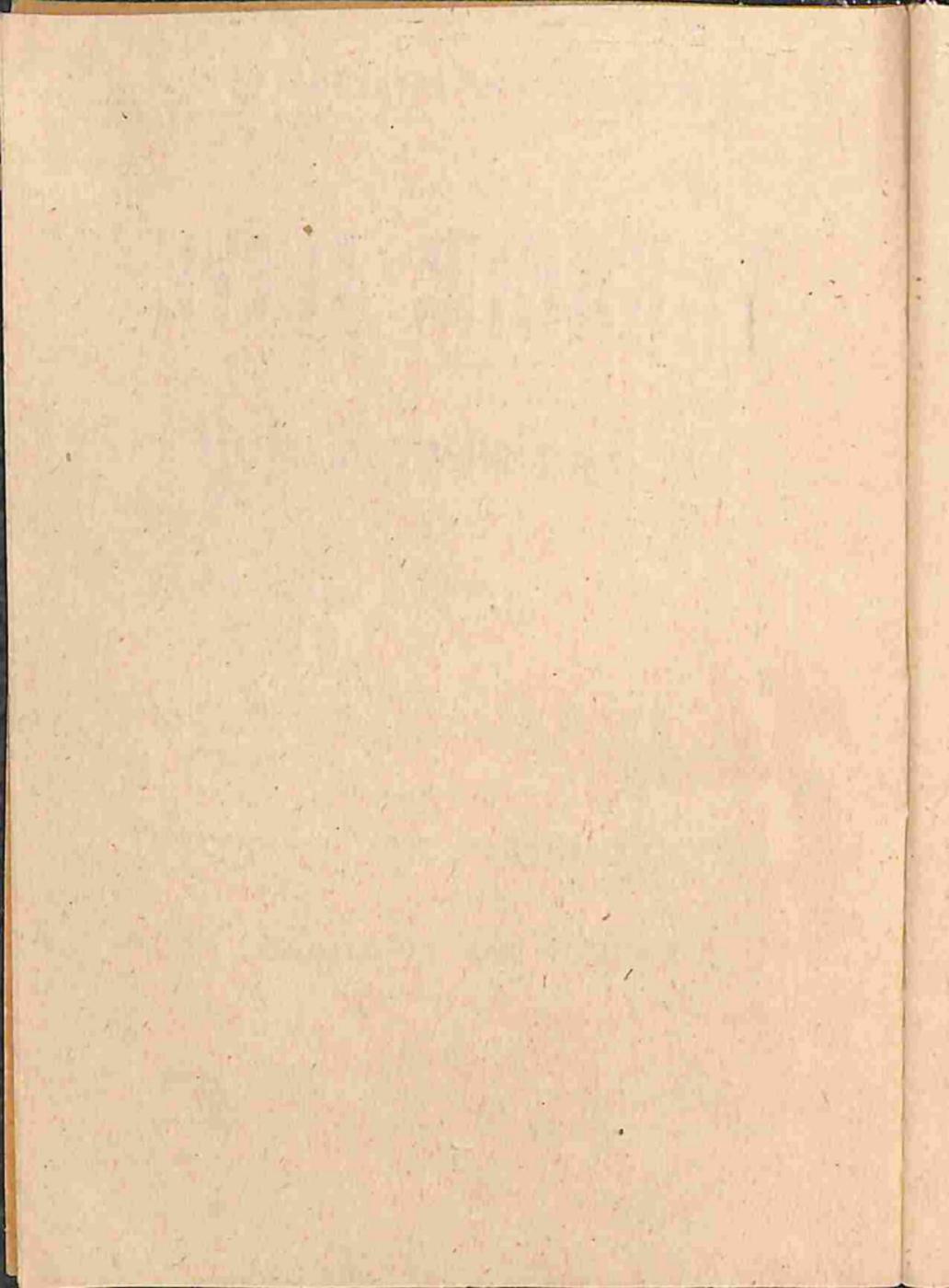
NOUVELLE ÉDITION TRÈS AUGMENTÉE

PRIX : 20 Centimes

PARIS

CHEZ L'AUTEUR, 64, RUE CLAUDE-BERNARD
Et dans toutes les bonnes Librairies

1906



LA

TERREUR JUIVE

Dans l'affaire Dreyfus, au prix de notre avenir, au péril de notre vie, nous avons lutté pour assurer à un Juif, *innocent ou coupable*, la garantie d'une justice loyale, refusée à tant de Français dans la République française.

Nous ne sommes donc pas suspect de *préjugé antisémite* (1).

Nous ne sommes pas davantage suspect de

(1) L'Affaire Dreyfus devait éclater en décembre 1897. Dès 1896, Bernard Lazare, qui fut le véritable artisan de la revision, était venu nous trouver au *Soleil* pour demander notre concours éventuel à la réparation d'une erreur judiciaire. Nous avions connu Bernard Lazare dans un comité institué pour juger un concours « Sur les moyens de résister à la conquête juive ». La démarche de ce Juif loyal et brave était un hommage à notre impartialité.

préjugé nationaliste : nous travaillons à la destruction des frontières, à la fédération des peuples ; nous souhaitons l'égalité réelle de tous les hommes en tous pays, devant des lois sans cesse plus justes ; nous voudrions que tout homme fût comme dans sa patrie en toute région de la terre.

Mais qu'est-il sorti de l'affaire Dreyfus, d'où nous attendions une rénovation sociale ?

Il en est sorti la **dictature juive, la tyrannie juive, la terreur juive.**

Nous, les dreyfusards internationalistes et révolutionnaires, nous n'avions pas prévu ce résultat. Nous avons voulu conserver aux métèques juifs la jouissance du droit commun en France, et **nous les avons donnés pour maîtres à la France.**

A peine sauvés par nous du ghetto, de l'expulsion ou du massacre, ils ont établi leur empire. Ils osent dire aux hommes de ce pays ce que disaient insolemment, dans un meeting d'Asnières (8 décembre 1905), le Juif allemand Taft et le Juif russe Séménof : « Vous vous croyez chez vous, en France ? Eh bien, nous vous en ferons sortir ! »

Le vœu même que nous formons pour l'égalité de tous les hommes nous interdit de supporter, en France, la subordination de la race française à une race étrangère; à une race d'intrus.

Je consens que notre foyer s'ouvre aux Juifs comme aux immigrants de toute origine. Je n'admets pas que le Juif accueilli par nous, internationalistes français, usurpe sur nous aucun privilège et nous écrase, dans notre France, de son nationalisme juif.

Je me suis opposé de toutes mes forces et, j'ose le dire, de tout mon courage, aux suprêmes entreprises de notre ancienne aristocratie. Les républicains du siècle dernier avaient souvent évoqué le souvenir de l'Armée de Condé. Nul n'avait osé faire ce que je fis, au plus fort de la crise dreyfusiste : désigner individuellement, par nom et par grade, des milliers d'officiers en armes, et leurs grands-pères au service de la coalition. Nul ne l'eût risqué, parmi les politiciens dreyfusistes qui se terraient alors dans leurs trous, attendant la curée. Beaucoup me blâmèrent de mon audace, dont ils craignaient les suites pour leur coterie, et dont ils recueillent

aujourd'hui le profit pour leurs créatures.

Cependant, ces aristocrates que je combattais étaient des hommes de mon pays, de mon sang, contre qui nous pouvons lutter furieusement, mais avec qui nous avons cent liens cachés d'esprit et de sentiment.

Je n'entends pas avoir vaincu l'armée de Condé pour lui substituer la tribu de Lévi (1).

(1) Le lieutenant-colonel Picquart, lui-même, écrit dans la *Gazette de Lausanne* (mars 1906) :

« *Le butin fut considérable tant à l'époque de M. Waldeck-Rousseau que sous ses successeurs. La meilleure part en est revenue, d'ailleurs, aux Israélites, qui se sont largement indemnisés de l'ostracisme dont ils avaient été frappés pendant quelques années, lors de la période aiguë de l'Affaire.*

« *Autant, au moment de la crise, ceux qui ne cherchèrent pas un refuge dans l'antisémitisme ou l'anti-dreyfusisme, avaient été écartés de tous les postes en vue, de tous les bons emplois, surtout dans l'armée, autant on les retrouve aujourd'hui aux premières places et pourvus des situations les plus influentes.*

« *On a pu même constater, il n'y a pas longtemps, ce phénomène, dont la réalisation eût paru invraisemblable en 1898 ou 1899 : celui de deux Juifs, de deux coreligionnaires de Dreyfus, occupant l'emploi de chef de cabinet, l'un à la Guerre, l'autre à la Marine, c'est-à-dire dans les deux ministères auxquels est confiée la défense nationale ! »*

Si nous ne voulons pas de « ceux de chez nous » pour maitres, nous ne voulons pas non plus des autres ; nous voulons *encore moins* des autres. Nous ne voulons pas de maitres du tout.

LES JUIFS

DANS LA SOCIÉTÉ,

LA PRESSE,

LE THÉÂTRE

Nous ne voulons pas de privilèges, pas d'usurpations, pas de défis. Nous ne les avons pas supportés des Vendéens et des Kaiserlicks ; nous ne les supporterons pas des Juifs.

Il n'y a pas, d'ailleurs, dans ces deux termes, une antithèse. La tribu de Lévi et l'armée de Condé ne sont point ennemies : elles sont alliées, leurs rangs se confondent. Les affaires et les mariages font, de ces deux catégories de parasites, un syndicat unique.

Les La Rochefoucauld, Noailles, Richelieu, Turenne, Gramont, Haussonville, Caillavet, princes de Monaco, de Polignac, de Ligne, de Wagram, de Neufchâtel, de Bidache, Della

Rocca, les dués d'Harcourt, de La Croix-Castries, d'Elchingen, de Rivoli, d'Estampes, les Grouchy, Rambervilliers, Villiers, Béhague, Kerjégu, Plancy, Las Marismas, Salignac-Fénelor, La Panouse, Rochechouart, Mortemart, Presles, du Taillis, Quelen, Baye, Lentilhac, *ne forment qu'une seule famille avec les Rothschild*, Heine, Blanc, Mayer, Ephrussi, Lipmann, Eilanger, Lackmann, Haber, Alkein, Klein, Séna, Hermann, Oppenheim, Erard, Jacob, Heilbronn, Embden-Heim, Lœvenhielm, Hertz, Firtado, Mirès, etc. L'union des Meyer d'Antigay avec les Turenne-Gibelotte a couronné ce croisement.

MM. Boni de Castellane et Henri de Rothschild (Dr Escoculape) y ont ajouté une éclatante consécration.

Les rois à court d'argent et le Pape fabriquent sans relâche des barons Oppenheim, des comtes Edmond Blanc, des comtes Isidore Lévy, des comtes (Dreyfus-Guano) de Primo Réal, avec les Juifs promus Israélites.

D'autres se fabriquent eux-mêmes, comme les rancis de Croisset (M. Wiener), les Elie

Bassan (M. Cohen), les Isidore de Lara (M. Kahn), etc. (1).

C'est abuser de l'ignorance populaire que d'opposer, dans les boniments politiques, le Parti juif au Parti réactionnaire. L'élite du parti réactionnaire et les chefs du parti juif, sous la bérédiction des prélats catholiques, vivent en commun de nos dépouilles. Quand on soutient les hommes de Francfort, on soutient les hommes de Coblentz ; quand on attaque les grands Juifs, on menace le trésor de guerre de la réaction.

Leur argent — extrait de nos poches — a corrompu tout ce qui faisait le mérite et la parure de notre pays. La littérature, les arts, comme la politique, sont devenus des affaires financières, lancées, soutenues, exploitées par les procédés de la finance, en vue d'un produit financier.

La presse entière est à la discrétion des Juifs ;

(1) M. Wiener (F. de Croisset) se faisait ainsi portraiturer dans *Gil Blas* : « Il eût porté, un siècle et quelques années plus tôt, le coquet vêtement des abbés de cour ; il eût été un abbé parfait, charmant, délicat... » Un abbé belge, soit ; mais un abbé juif, c'est excessif !

les journaux les plus bruyamment catholiques et nationalistes sont administrés ou rédigés par des Juifs, aussi bien que les journaux maçonniques, aussi bien que les puissants journaux fondés par les entrepreneurs du Panama pour soutenir le gouvernement des politiciens panamais. Les feuilles qui ne comptent pas de Juifs dans leur personnel dépendent, pour leur existence, d'agences de publicité juives.

Le *Figaro*, par exemple, qui publia et republia avec une insistance féroce la dépêche du duc d'Orléans sur le « Juif immonde », n'a plus qu'une circulation dérisoire ; son gros tirage fictif ne sert qu'à maintenir les tarifs de publicité ; pour conserver une vente utile de quelques milliers d'exemplaires et pour disputer aux dix-neuf rédacteurs juifs du *Gaulois* si catholique la clientèle des châteaux, il a dû grouper aussi une rédaction juive, où figurent patriotiquement des Juifs déserteurs (1).

(1) M. Gaston Calmette, directeur du *Figaro*, est un *gigolo* magnifique avec les hétaires, mais triste et sournois. Dans la grande filouterie du Panama, tandis

Il y a, en France, 1 Juif pour 400 Français; mais, dans la presse parisienne au moins, et dans les grands journaux qui « font » l'opinion, il n'y a place que pour les Juifs ou les Français dressés à leur service.

En 1905, M. Victor Bérard, dans le cours de géographie politique dont il est chargé à l'Ecole supérieure de Marine, dénonçait un Juif étranger, M. Alexandre U..., collaborateur de plusieurs feuilles et revues parisiennes, comme un agent d'espionnage international. Les officiers de l'Ecole supérieure, émus de la révélation et des commentaires qui l'aggravaient, pressèrent M. Bérard de provoquer une mesure du gouvernement. Le professeur si patriote se déroba

que MM. Magnard et Périvier touchaient chacun 30.000 francs, et M. de Rodays 20.000 francs, leur futur successeur ne recevait que deux petits chèques de 1.000 francs et de 1.800 francs. Sa place était fort humble dans la maison. Ayant épousé le gros paquet d'actions, il évinça ses patrons et prit leur place. Après avoir tiré du dreyfusisme tout ce qu'il en pouvait tirer sous Waldeck-Rousseau, il exploite présentement l'Armée, la Patrie, la Religion. Mais il demeure fort audessous d'Arthur Meyer.

parce que, directeur de la *Revue de Paris*, il avait pour maîtres MM. Calmann-Lévy.

L'influence juive sur la presse et sur la littérature s'est traduite par le déchainement de la pornographie. Le roman et la scène ne traitent plus que de la question sexuelle, en termes brutaux. La gauloiserie, la polissonnerie croustillante ont fait place à l'obscénité. Dans l'œuvre de Zola, les Juifs retrouvaient l'effroyable ordure de leurs livres saints, et le père de la Mouquette était leur homme avant même de signer *J'accuse*. Ils firent l'éditeur Fasquelle chevalier de la Légion d'honneur pour avoir propagé ces ignominies, et officier de la Légion d'honneur après *Le Journal d'une Femme de chambre*.

Un exemple assez plaisant du culte juif pour Zola, et de l'influence juive sur la critique, est fourni par M. Anatole France, excellent écrivain, plagiaire insigne (1), politicien trivial et mora-

(1). Les « critiques » littéraires n'ont jamais découvert que la fameuse *Rôtisserie de la Reine Pédauque* est démarquée — personnage pour personnage, épisode pour épisode — de *Mon Oncle Benjamin*, l'œuvre charmante de Claude Tillier.

liste négatif. Avant l'intervention juive, M. Anatole France regardait l'œuvre de Zola comme un « amas d'immondices » ; il reprochait, en termes sanglants, à « ce malheureux » d'avoir souillé la langue et la pensée françaises, d'avoir avili l'humanité. Converti au... naturalisme par une Israélite multi-millionnaire, née Lippmann (1), M. Anatole France offre maintenant *Pot-Bouille*, *La Terre* et *Nana* au culte de ses disciples ; il donne le style de Zola, son vocabulaire « crapuleux », ses amours ancillaires et ses paternités à la Jean-Jacques comme les signes extérieurs d'une belle conscience.

Le théâtre appartient aux Juifs. Plusieurs directeurs, beaucoup d'artistes importants, la plupart des auteurs « à succès » sont Juifs. Et leur « succès » se fabrique par les mêmes procédés que la réputation d'un apéritif ou d'un produit pharmaceutique : presque tous les critiques sont Juifs et tous les journaux sont à louer.

(1) Tout Paris s'est délecté aux délicates plaisanteries de M. Arman de C..., ce vénérable gentilhomme, sur l'*Administrateur du Collège de France* et la *Bonne-sous-France*. Cf. le sénateur panamiste d'A... et M. Clemenceau.

L'industrie dramatique est exploitée par un *trust* juif de la même façon que le commerce annexe des lorgnettes. Les théâtres sont tenus par des commandites; les articles élogieux sont fournis tout prêts aux rares feuilletonnistes non encore circoncis; le lancement des petits auteurs juifs et de leurs œuvres déliquescents s'opère de la même façon que le lancement d'une valeur en Bourse, ou plutôt en coulisse.

Un jugement du tribunal de la Seine en date du 11 novembre 1904 (procès de MM. Catulle Mendès et Camille Erlanger, auteur et compositeur juifs du *Fils de l'Etoile*, contre le journal *Le Ménestrel*) a constaté publiquement le procédé de lancement des œuvres juives. La colonie juive achète en masse, aux bureaux de location, les places pour les représentations où sont intéressés ses coreligionnaires. A force d'argent, on invente ainsi des succès mensongers; on édifie des gloires en « doublé »; on impose à la badauderie publique les noms de faux artistes.

Déjà, dans la *Correspondance de Sainte-Beuve avec M. et Mme Juste Olivier*, publiée récemment par le *Mercure de France*, on trouve expli-

qué le fonctionnement de ce système, au profit de Meyerbeer, d'Halévy et de Rachel.

En décembre 1905, l'Association générale des Etudiants de Paris, ayant résolu d'instituer un banquet annuel en l'honneur d'un auteur à succès; choisit pour premier héros M. Wiener, Belge et Juif, mais assez opulent pour mériter les sympathies de cette jeunesse « pratique ». Une autre association d'Etudiants, qui s'organisait au même moment sous le patronage de quelques noms aristocratiques, élut pour conférencier M. Catulle Mendès, Juif, et l'un des pornographes les plus déliquescents de cette période.

Au lendemain des premières représentations douteuses, pour entraîner le public, les directeurs juifs, auteurs juifs, artistes juifs, appuyés d'une critique dramatique presque entièrement juive, font passer des « échos » signalant les brillantes chambrées de leurs théâtres avec des Erlanger, des Bamberger, des Oppenheim, des Bishofsheim, des Meyer de Turenne, des Meyer-Meyer, des Meyer-Lévy, des Lévy-Kohn. Et la foule parisienne, éblouie, ne résiste plus.

Si, par extraordinaire, tous les efforts échouent pour lancer une œuvre juive à Paris, elle est recueillie à *Monaco*. La Princesse juive et le Juif Gunzbourg organisent des « représentations triomphales », suivies d'« ovations indescriptibles ». Les fonctionnaires de la principauté sont mobilisés avec leurs familles; ils forment la claque. Les traités de publicité de la maison de jeu obligent les journaux parisiens à publier de longs comptes rendus de « l'éclatant succès ». Et l'œuvre d'abord refusée revient à Paris, imposée par quelque parlementaire famélique aux théâtres subventionnés. Le public, toujours docile, toujours crédule, subit la « gloire » nouvelle d'un faiseur juif.

La plupart des grands éditeurs, libraires, agents divers dans la publication et la vente des journaux, des revues, des livres, sont Juifs ou bridés par des commandites juives.

C'est-à-dire que la pensée juive, la volonté juive parviennent presque seules jusqu'au cerveau de trente millions de Français, et façonnent leur pensée, leur volonté, au gré des intérêts juifs.

C'est-à-dire que la tribune publique, les moyens de s'exprimer, la liberté de la presse, le droit même d'exister sont à peu près ravis à l'écrivain qui, n'ayant pas abdiqué sa liberté entre les mains des cléricaux catholiques, refuse de faire acte de soumission au Parti juif.

Le barreau de Paris n'a pas mieux résisté que le monde littéraire. En 1899, nous connûmes un corps d'avocats violemment nationalistes, frénétiquement antisémites. Au cours du procès Zola, les jeunes stagiaires et les graves maîtres rivalisaient de fureur contre les dreyfusards.

Ces messieurs ont réfléchi, depuis que le vent a tourné. La Conférence des avocats élit pour secrétaire un Juif, Bernstein, frère du déserteur, dont la famille ne parle que la langue allemande. Et, dans une circonstance récente, le bâtonnier de l'Ordre, M^e Bourdillon, le rapporteur du Conseil de l'Ordre, M^e Albert Bureau, manquaient à des engagements d'honneur pour « filer de l'huile » — selon l'expression du nouveau bâtonnier, M^e Chenu — autour d'un galion juif chargé d'or, que menaçait la tempête.

LES JUIFS AU POUVOIR

J'ai dénoncé naguère aux républicains ces états-majors de Coblenz; où tous les postes importants étaient occupés par les Kaiserlicks et les Chouans du général de Boisdeffre : ils sont remplis aujourd'hui par les coreligionnaires du général Valabrègue. J'ai trouvé mauvais que la marine fût livrée à M. de Cuverville et à ses « officiers du pavillon rouge »; il y a *cinq* Juifs maintenant au cabinet du Juif maltais qui tripote rue Royale. Combien y en a-t-il dans les équipages de la flotte?

Au Salon d'honneur de l'Exposition, en 1900, vous avez contemplé ce tableau de Gervex qui représente M. Waldeck-Rousseau prenant avec déférence les ordres de Yousouf Reinach. Dans son impudente *Histoire de l'Affaire Dreyfus*, le même Yousouf Reinach a produit (tome V) les lettres de M. Waldeck-Rousseau sollicitant ses directions et son approbation pour le ministère Waldeck-Millerand-Galiffet.

Après le suicide (?) du forban sudiste et panamiste von Reinach, on se rappelle que la police ajourna quarante-huit heures les perquisitions nécessaires. Les « petits papiers » disparurent. Ils sont aux mains de Yousouf Reinach, qui tient par là tout le Bloc républicain de la période panamiste : au premier signe de Yousouf, attaqué par les républicains plus jeunes, les vétérans du Panama se lèvent comme un seul homme.

M. Combes, président du Conseil en 1904, avait pour *factotum* ou pour surveillant le Juif Cohen, cinq fois refusé pour la Légion d'honneur par le Conseil de l'Ordre.

M. Rouvier, président du Conseil en 1905, a été l'intermédiaire de Cornelius Herz et du baron de Reinach.

M. Clemenceau, président du Conseil réel en 1906, a été l'homme-lige de Cornelius Herz, des Goudchaux, et de nombreux autres Juifs. Il consacre son tardif ministère à rembourser, aux frais publics, leurs avances de trente années.

M. Loubet, précédent président de la Répu-

blique, avait été flétri par un vote unanime de la Chambre (30 mars 1898, ordre du jour Viviani, adopté par 420 voix sur 420 votants, « au nom de la salubrité publique ») comme protecteur et complice des mêmes Cornelius Herz et von Reinach, du Juif Hugo Oberndœffer et du Juif Aaron, *dit* Arton, corrupteur du Parlement, mystérieusement « syvetonné ».

Dans le ministère Sarrien comme dans le ministère Rouvier, au moment où les circonstances extérieures étaient et demeurent le plus critiques, au moment où d'énormes contrats ont été conclus pour l'armement et l'approvisionnement, les ministères de la Guerre et de la Marine sont restés aux mains des Juifs algériens, dont MM. Etienne et Thomson (Juif lui-même) sont les agents serviles.

Le célèbre comité Mascuraud, qui a maquignoné la politique intérieure et spécialement les élections durant plusieurs années, a pour meneurs MM. Louis Cahen, Weill et Lévy. (V. scandales et révélations de décembre 1905.)

Quand une querelle divise la France, le Syndicat juif prend pied dans les deux camps et

s'assure les dépouilles, quelle que soit l'issue de la bataille. Nous avons vu tout à l'heure que le *Figaro* dreyfusard et le *Gaulois* antidreyfusard comptent deux équipes de Juifs à peu près égales. De même, le tout-puissant tripot de Monaco était représenté dans le dreyfusisme par le Prince, et dans l'antidreyfusisme par M. Edmond Blanc : quoi qu'il advint, la caisse était à l'abri.

Dans le procès de l'Internationale Antimilitariste, les accusés eurent la stupeur d'entendre flétrir leur insuffisance de patriotisme par le Juif Seligman, qui invoquait pathétiquement « sa chère patrie, la vieille France de ses ancêtres ».

Reconnaissons, d'ailleurs, que la sincérité des Juifs est incontestable quand ils se lamentent, comme nous, sur *les malheurs de 70*. Il ne s'agit que de s'entendre. Quand nous pleurons les malheurs de 70, nous parlons de l'année **1870** et de la guerre franco-allemande. Tandis que les Juifs parlent vraiment de l'an **70** après J.-C., et de la destruction du Temple par Titus.

Telle est la puissance de la Banque juive

qu'elle oblige aux besognes juives même les financiers qui sont des catholiques militants. Ainsi M. Aynard, député, chef des banques catholiques de Lyon, mais dépendant de la maison Rothschild, dut marcher avec Yousouf Reinach, dans l'affaire Dreyfus. Il en fut payé par la vice-royauté d'Algérie, octroyée à son gendre. Après avoir, avec ses maîtres juifs, écumé l'épargne française pour les emprunts russes, il travaille dans les mêmes conditions aux emprunts japonais.

La dénonciation du Concordat et la séparation de l'Eglise et de l'Etat sont l'œuvre des Juifs.

Nous avons toujours réclamé la complète laïcisation de l'Etat. Mais nous aurions voulu que la question fût réglée entre Français. Nous trouvons indécent que la conscience et les intérêts moraux de trente-huit millions de Français soient régentés par une poignée d'intrus.

Or, le président du Conseil Combes, énergiquement opposé à la séparation (V. séance de la Chambre du 26 janvier 1903), y fut contraint par ses maîtres juifs. Le rapport parlementaire attribué à M. Briand est, en majeure partie, l'œuvre

du Juif Gruenbaum. Les règlements d'administration publique ont été rédigés par les Juifs, si nombreux au Conseil d'Etat. On a vu des inventaires effectués violemment dans les Eglises par des agents nommés Dreyfus, et des manifestants catholiques durement condamnés par des juges du nom de Worms ou de Goudchaux.

Aussi résolus que nous soyons à combattre l'Eglise, *nous éprouvons un sentiment de honte et de révolte, quand nous voyons nos compatriotes catholiques insultés et traqués sous nos yeux par cette bande d'étrangers.*

Du moins, nous espérons que la liquidation des fortunes congréganistes et l'inventaire des propriétés paroissiales amèneront le public français à comprendre combien il est urgent, combien il est légitime **d'inventorier aussi et de liquider les fortunes juives.**

Nous avons suggéré cette grande mesure, nous avons proposé la constitution d'une Chambre Ardente, quand nous écrivions au *Soleil* (V. notamment la brochure *Contre l'Argent*, 1896) et quand nous écrivions à l'*Au*

rore. (V. notamment la brochure *Dix milliards pour la Caisse des Retraites.*)

Nous voudrions avoir pour soutiens dans notre campagne, avec les catholiques invoquant la réciprocité, les Juifs pauvres et laborieux qui prétendent séparer leur cause du grand capitalisme juif.

LE SOCIALISME JUIF

Le Socialisme était l'espoir d'un peuple tant de fois déçu par les régimes antérieurs et bafoué depuis trente ans par la République banqueroutière.

Le Socialisme est désormais une affaire juive.

Parcourez les journaux socialistes de 1893 à 1897, la *Petite République*, la *Lanterne*; vous y trouverez sans cesse des réquisitoires et des menaces contre les forbans juifs, signés des mêmes hommes qui composent aujourd'hui l'état-major socialiste.

MM. Rouanet, Viviani, Turot et leurs camarades ne tarissaient pas sur le compte des « youtres Reinach » (oncle et neveu), du « youtre Raynal », du « youtre cosmopolite Cornelius Herz ».

Il faut relire les rapports parlementaires de M. Rouanet; relire aussi le discours de M. Viviani, du 30 mars 1898, dont l'affichage fut voté.

Il faudrait encore, pour les élections, remettre sous les yeux du public les jugements que portaient sur le syndicat juif, il y a dix ans, les socialistes maintenant circoncis : « Ce sinistre chenapan de Reinach... Le pickpocket Raynal... Reinach, le gendre du voleur... Reinach, qui a empoché une dot subtilisée dans la poche des gogos... La canaille cosmopolite... Ce fumier vivant, Arthur Meyer et Reinach... Reinach, compère de Jaluzot... L'ignoble Raynal, ce misérable youtre... Reinach, qui forme, avec Galliffet (*Défense républicaine*), le plus joli couple de coquins... Reinach, le pourvoyeur de guillotine. » (*Petite République, passim.*) Ex. :

Pas de semaine sans que les journaux n'annoncent un nouveau scandale judiciaire où le nom de Reinach brille du plus vif éclat. C'est tantôt l'affaire Barbe-Reinach, tantôt l'affaire Arton-Reinach, ou encore Herz-Reinach, Rouvier-Reinach.

Si les titres varient, la marchandise qu'ils recouvrent reste invariablement nauséabonde. Partout où l'on rencontre ce nom fatidique, on est certain qu'il y a chantage, vol, rapine, corruption, escroquerie...

C'est d'ailleurs ce qui explique l'influence de l'immonde Yousof sur la politique gouvernementale.

(*Petite République*, 7 août 1894.)

Par contre, M. Drumont est alors « l'honnête écrivain, l'un des rares écrivains indépendants que compte la presse »; M. Drumont « fait son devoir d'honnête homme » et repousse les tentatives de corruption du ministère :

L'œuvre de Drumont restera... Les républicains ont peu lu les œuvres de M. Drumont qui passe, à leurs yeux, pour un agent des Jésuites. Qu'il soit exploité et souvent circonvenu par les partis réactionnaires et cléricaux, c'est visible. Peu m'importe.

Il n'en a pas moins cloué au pilori de ses œuvres les Lesseps, les Erlanger, les Donon, les Ephrussi, les Cornelius Herz, les Secretan, les Laveyssière et les Rothschild...

Ses livres n'en resteront pas moins comme des documents précieux, sans lesquels l'histoire de notre temps serait incomprise de nos petits-neveux.

G. ROUANET, député socialiste.

Un beau jour, la *Lanterne* fut achetée par la banque Péreire, et sa rédaction antisémite devint philosémite en vingt-quatre heures. La *Petite République socialiste* suivit. Le député Rouanet, qui vantait si hautement l'œuvre et le talent de M. Drumont et qui le secondait de son mieux, fit vœu de ne plus manger que de la viande *kasher*.

Le socialisme allemand a connu le Juif multimillionnaire Singer, qui envoyait ses ouvrières affamées au trottoir dans les mêmes termes que le citoyen Jaurès, négrier des *Cent Mille Palestots*. Le socialisme belge a connu le multimillionnaire Vandervelde, esthète aux bracelets d'or(!), châtelain de La Hulpe, époux d'une Juive (1).

En France, les Socialistes ont pour dictateur le citoyen Jaurès et pour organe officiel l'*Humanité*. Le citoyen Jaurès, qui se faisait expulser de la Chambre (24 décembre 1894) pour avoir flétri « la bande cosmopolite », et qui raillait « les foudres de Jéhovah maniées par M. Reinach », n'est désormais qu'un pantin dont la Synagogue tire les ficelles.

Les commanditaires qui ont apporté d'abord

(1) Les socialistes anglais, toutefois, semblent défiants. Le 14 janvier 1906, à Buttersea, le ministre socialiste John Burns s'écriait : « C'est parce que le pays en avait assez des aigrefins du Stock-Exchange et des escarpes sportifs qu'il a élu des députés libéraux. Le précédent gouvernement avait trompé le pays, prostitué l'armée à une bande de Juifs allemands, etc. » M. John Burns trouvera peut-être aussi son chemin de Jérusalem.

780.000 francs au pèlerin du Jourdain pour la fondation de l'*Humanité*, et qui ont comblé depuis les fréquents déficits de la caisse, sont ainsi dénommés dans l'acte social :

Lévy-Bruhl,
Lévy-Brahm,
Dreyfus,
Louis Dreyfus,
Ely Rodrigues,
Léon Picard,
Salomon Reinach,
Blum,
Rouff,
Casewitz,
Herr,
Sachs.

Tous Juifs, sans une exception. — Douze sur douze : évidemment les délégués des douze tribus.

La moitié des rédacteurs sont Juifs, même ceux qui portent des noms français, comme le métis Jean Longuet. Autour de l'*Humanité* se

retrouvent également M. Alfred Naquet, M. Elie May, et d'autres Israélites qui furent les lieutenants les plus avisés du général Boulanger.

Dans le XVI^e arrondissement de Paris, aux élections générales de 1906, le candidat du citoyen Jaurès est le mari de la comtesse Mathieu de Noailles : parce que la maison de Noailles est demi-juive, par Eléonore-Alexandrine Lackmann.

C'est ce que le bon Jules Guesde appelle « le prolétariat organisé ».

Il n'y a donc point d'exagération à dire que l'*Humanité* est un journal purement juif, et que le Socialisme auquel ce journal sert d'évangile est *une entreprise purement juive*.

Il en coûtera cher au pays, si le citoyen Jaurès arrive au pouvoir, pour que ses douze Shylocks aient fait un placement fructueux. Combien de livres de notre chair !

Lorsque la banque Péreire jeta quelques centaines de mille francs dans la *Lanterne* de MM. Millerand, Briand, Rouanet, Turot, elle n'avait pas seulement pour but d'apaiser leur antisémitisme. Elle escomptait naturellement

des profits solides. Elle ne fut pas déçue. Dès 1897, la Compagnie Transatlantique obtint des faveurs scandaleuses. Devenu ministre, M. Millerand assura aux Compagnies Maritimes **trente millions de primes par an pour dix ans**, aux frais du naïf contribuable. (Voir *Histoire d'une Trahison*, p. 135-139.)

Si la Banque et la Compagnie Transatlantiques ont gagné, avec les compagnies similaires, **trois cents millions** pour cinq cent mille francs de libéralités à MM. Millerand et Briand, *que n'arracheront pas à la France les douze Juifs qui ont ponté sur le citoyen Jaurès*, sur l'homme des Brasseries parisiennes, du Gaz, du Pavage en verre, du Syndicat marocain et des Assurances américaines ?... La fortune nationale y passera.

En attendant, leur commandité les décore. On sut très mauvais gré à M. Wilson de procurer des croix de la Légion d'honneur aux souscripteurs de la *Petite France*; il en coûta même à M. Grévy la présidence de la République; mais la « conscience » publique s'est calmée, depuis cet âge de candeur; et nul ne

trouve mauvais que le Wilson de l'*Humanité* paie à M. Lévy-Brühl, en décorations, le dividende de sa commandite. La même promotion (8 février 1906) comprenait la rosette de M. Bernheim, non moins Juif, chez qui le citoyen Jaurès prépara la candidature subsidiaire de M. Ribot à la présidence de la République.

C'est encore la politique juive qui a fortement lié le citoyen Jaurès, et par conséquent le Parti socialiste, au tripot de Monaco. Nous avons relaté ailleurs (*Histoire d'une Trahison*, p. 112-117) comment la maison Jaurès avait été acquise à la maison Heine-et-Blanc par l'intermédiaire d'un ancien déporté, chassé de l'Association des Journalistes républicains comme mouchard. Depuis, les relations se sont fortifiées. Le prince et la princesse (née Heine) de Monaco fournissent au « tribun socialiste » les éléments diplomatiques de sa honteuse intrigue, tandis que la caisse du claquedent procure les subsides financiers.

La judaïsation du Parti socialiste et de son principal organe produit quelques effets comiques. Ainsi, lorsque le citoyen Jaurès affirme

à ses lecteurs que la guerre d'Italie (en 1859) fit Rome capitale. ou que Bonaparte profita de son consulat pour perpétrer le 18 Brumaire, le public et les commanditaires de la feuille n'y voient qu'une preuve d'érudition : car ils connaissent l'histoire d'Abraham, de Moïse, de Saül et de Jonas, mais ils ignorent l'histoire de France. Notre pays ne commence d'exister pour eux qu'à la capitulation de Sedan (1).

Malheureusement, il y a d'autres conséquences. Les origines et les attaches de tous ces Juifs sont allemandes. Le grand chef et le principal journal du Parti socialiste se trouvent donc les instruments de la politique impériale allemande.

Tout le long de l'affaire du Maroc, la campagne de l'*Humanité* a coïncidé point par point, jour par jour, avec les manœuvres des envoyés

(1) Pour consacrer les bévues et l'ignorance grotesques du pseudo-historien, la République lui confie la présidence d'une Commission d'Etudes sur la Révolution. Cette mesure était utile au commerce de l'éditeur juif Rouff, qui débite les produits Jaurès au grand amusement de la critique allemande.

allemands à Algésiras. Le prince Radolin vint porter publiquement au domicile du citoyen Jaurès les instructions de la Chancellerie impériale; plus souvent le citoyen Jaurès se glissa par les portes dérobées de l'ambassade d'Allemagne, comme Gambetta s'était faufilé naguère aux soupers de la Païva pour y rencontrer Henckel de Donnersmarck.

Beaucoup de socialistes qui acceptent et qui appellent la révolution avec toutes ses conséquences répugnent fortement à cette œuvre de trahison.

Une autre feuille « socialiste », rédigée par les sénateurs et les députés qui commandent à la Franc-Maçonnerie, a reçu les subventions d'un syndicat de coulissiers pour des campagnes de Bourse. Quels coulissiers ? Voici leurs noms : Zadocks, Bamberger, Abigael-Citroel, Hayem, baron d'Eichthal, veuve Metz, Simon Symons, baronne Hirsch, H. Rosenheim, H. Thors, Wertheim Gompertz. Tous Juifs.

M. le vidame de Hault de Pressensé, simultanément collaborateur au *Temps* réactionnaire, à l'*Aurore* révolutionnaire, puis au *Temps* et à

l'Humanité, d'abord protestant rigide, ensuite catholique enflammé derrière *le Cardinal Manning*, reçut en 1902 son siège législatif de la munificence du Juif Léo Sachs. Sa deuxième crise de conscience et sa troisième foi religieuse valurent en outre à son frère, le financier très compromis, la trésorerie générale de la Haute-Loire. En 1905, alléché par ces premiers résultats, il s'entremet activement pour procurer à M. Louis Dreyfus, juif multimillionnaire, spéculateur en blés, un mandat législatif dans la Lozère.

Le siège de Florac était, depuis vingt ans, la propriété d'un M. Louis Jourdan, plus connu dans les divers Moulins-Rouges de la capitale que dans les commissions parlementaires. Mais les plaisirs parisiens coûtent cher. Le siège de Florac fut mis en vente, dès 1905, un an avant les élections générales. Il trouva preneur en la personne de M. L.-L. Dreyfus.

Pour un spéculateur de cette catégorie, qui rafle les millions par dizaines en élevant les cours du blé dans toute l'Europe, après avoir accaparé les récoltes, c'est un instrument précieux que le mandat de député. Car c'est l'accès

dans le cabinet des ministres, dans les commissions législatives, dans tous les bureaux de l'administration fiscale; c'est la facilité d'étouffer une interpellation menaçante, d'acheter des décrets, des votes, des ordres du jour, des lois, des démarches diplomatiques.

Un mandat législatif permet à la maison L.-L. Dreyfus de doubler ses affaires. Il vaut un nombre illimité de millions. C'est une bonne opération que de le payer quelques centaines de mille francs.

Or, M. L.-L. Dreyfus, spéculateur, agioteur, affameur international, est le plus riche commanditaire de l'*Humanité*, c'est-à-dire du citoyen Jaurès.

Le Parti Socialiste Unifié a solennellement présenté, pour l'élection de Florac, un comparse inconnu, que recommandaient les signatures « unifiées » du citoyen Guesde et du citoyen Jaurès, quinze jours avant le dénouement de la comédie. Mais M. L.-L. Dreyfus avait été promené d'abord dans le pays par le citoyen de Hault de Pressensé, socialiste unifié, rédacteur à l'*Humanité*.

Le citoyen Rouanet, socialiste unifié, rédacteur à l'*Humanité*, avait dénoncé son patron comme un affameur dans la *Revue Socialiste*, en 1890. Il fit afficher, dans la circonscription de Florac, un télégramme rendant hommage à « l'honorabilité commerciale » du forban (29 septembre 1905). Et la qualité de commanditaire de l'*Humanité* était éloquente par elle-même, comme brevet de socialisme. Le 1^{er} octobre 1905, M. L.-L. Dreyfus fut élu par 3.667 voix, et le figurant du Parti récoltait 132 suffrages.

Des millions de travailleurs en Europe paieront leur pain plus cher. Le Pacte de famine, qui était un crime sous Louis XV, fut le premier triomphe du socialisme unifié. C'est ce que l'excellent Guesde appelle « la lutte de classes ».

LES JUIFS DE RUSSIE

L'élection de Florac place le Parti socialiste français dans une situation très curieuse, au regard de la Révolution russe.

Les massacres de Juifs auxquels ont procédé les populations d'un grand nombre de villes et de villages russes ont été exploités dans le monde entier avec une grande habileté par la presse juive, et par la presse « sensationnelle » que renseignent les Agences juives. Malgré les exagérations fantastiques des nouvelles ainsi maquillées, — exagérations démontrées par le *Times*, pourtant acquis aux Juifs, — il est certain que d'horribles violences furent commises par la populace et par les bandes policières.

Mais un phénomène de ce genre s'explique toujours par quelque cause. On ne trouverait point de haines aveugles à déchaîner, s'il n'y avait jamais eu de griefs. Or, le peuple russe est périodiquement décimé par d'épouvantables famines; dans des provinces entières, des mil-

lions d'êtres humains sont réduits à ronger des racines ou l'écorce des bouleaux. Pourquoi? Parce que le blé produit en si grande quantité dans le pays est raflé à vil prix pour l'exportation par les accapareurs et spéculateurs juifs, notamment d'Odessa. D'où les fureurs et les revanches. Les Juifs pauvres d'Odessa et d'ailleurs ont payé — comme partout, comme toujours — pour les vrais coupables, pour les gros capitalistes de leur race, pour MM. Dreyfus et leurs collègues.

De sorte que les tribuns socialistes, les feuilles socialistes, le Parti socialiste, vivent sur les richesses qu'ont souillées tant de massacres. Il a fallu que des millions de Russes périssent de faim, et que des milliers de Juifs misérables fussent égorgés, pour produire les fortunes que taxe le citoyen Jaurès.

La complicité des chefs socialistes dans les désastres des Juifs pauvres — alors qu'ils ont partie liée avec les Juifs milliardaires — est établie directement par d'autres faits. Nous avons montré (*La République escamotée en Norvège*, notes) que l'*Humanité* sert de souricière à

plusieurs polices impériales et royales. Le 13 mars 1906, ce journal même avait l'effronterie de signaler que M. Ratchkovsky, vice-directeur de la police tsarienne, venait de recevoir 75.000 roubles pour organiser des « pogromes ». Or, à l'époque du dernier voyage de Nicolas II en France, M. Ratchkovsky, alors chef de la police secrète extérieure, était le commensal ordinaire des chefs socialistes, notamment des citoyens Millerand et Jaurès...

Il ne faut pas, au surplus, que les réels malheurs des Juifs en Russie fassent oublier leurs propres violences. Ils ont tantôt provoqué et tantôt payé le meurtre par le meurtre; ils ont usé largement de la bombe, du revolver et du poignard; un très grand nombre de ministres, gouverneurs, grands-ducs, fonctionnaires, officiers, sont tombés sous leurs coups.

Les journaux socialistes français, « organes du Parti socialiste unifié », en date du 23 décembre 1905, publiaient par exemple cette information :

Des réfugiés, arrivés de Varsovie, rapportent un acte de terrible vengeance, accompli par les membres du *Bund*, la Ligue des Socialistes ouvriers juifs.

Dans une réunion, ils ont découvert *quinze policiers* déguisés. Ils les ont saisis et arrosés d'un mélange de sulfure de carbone et d'éther. Ils les firent sortir de la salle, après avoir approché de leurs vêtements des allumettes en feu.

Bientôt, chacun des policiers fut enveloppé de flammes. *Les quinze victimes de ce nouvel autodafé se débattirent en vain; elles moururent d'une mort terrible.*

En vérité, les gens qui font à leurs ennemis une pareille guerre doivent s'attendre à quelques représailles. Les paysans russes morts de faim, les gouvernants et les fonctionnaires russes assassinés, les policiers *grillés vifs* sont aussi des hommes; ils ont aussi des femmes et des enfants.

En lisant l'histoire d'Esther et d'Assuérus, j'ai toujours observé que nous connaissions seulement les faits par la « presse juive », qui tenait déjà le monopole de l'information. Nous n'avons que la version de Mardochée. Peut-être serait-il intéressant d'avoir la version d'Aman, qui n'a jamais été entendu.

Dès le temps d'Assuérus, les Juifs se préoccupaient de **fabriquer l'opinion publique**. Ils continuent.

Leur tâche est facilitée par la badauderie de

l'autre race. Le 8 décembre 1905, dans un meeting à Asnières, nous vîmes deux Juifs, l'un allemand, l'autre russe, révolutionnaires pourvus de tous les visas policiers, apitoyer sur les souffrances de leurs congénères un auditoire ouvrier dont les trois quarts travaillent, dans l'usine de M. H. de Rothschild, aux mortelles manipulations du plomb. Ces Français s'indignaient de la méchanceté des policiers russes que les Juifs brûlent tout vifs; mais ils ne songeaient point aux centaines de victimes faites dans leur propre ville, dans leurs propres familles, par la rapacité d'un Juif.

Même réduites à leurs justes proportions, les mésaventures des Juifs en Russie auront pour la France de funestes effets. D'innombrables émigrants juifs se portent vers les États-Unis; si la République de Yousouf Reinach en retient au passage une vingtaine de mille, — à qui les Juifs du Conseil d'État procureront des noms chrétiens, — c'est, à bref délai, 20.000 parasites engraisés à nos dépens, et 200.000 Français de plus sans patrimoine ou sans travail.

LES ASSURANCES

AMÉRICAINES

Par une curieuse coïncidence, en même temps que le Socialisme devenait une affaire purement juive, il devenait une agence de trafics dégradants. Les infamies que l'éloquence socialiste avait dénoncées infatigablement, nous les avons vu répéter au centuple par les politiciens de la Sociale juive. Dans la corruption générale de la presse, la vénalité des journaux socialistes a étonné les plus audacieux fripons.

Nous ne citerons ici qu'un exemple, qui se rattache à notre sujet.

Sur la législature de 1902-1906 pèse le scandale des Assurances américaines. Quelques incidents de la dernière session, vers la fin du ministère Rouvier, firent prévoir une explosion qui ne s'est pas produite, mais qui se produira tôt ou tard.

Les Etats-Unis, accoutumés aux pirateries

grandioses, ont été troublés cependant une année entière par l'affaire des Compagnies d'assurances *Equitable*, *Mutual Life*, *New-York Life*, etc. Une longue et laborieuse enquête révéla que les directeurs et administrateurs de ces compagnies s'attribuaient des salaires prodigieux (500.000 francs, 800.000 francs, jusqu'à 1.700.000 francs par an), dilapidaient les fonds confiés à leur garde, les employaient à des spéculations personnelles, les prêtaient aux accapareurs des *Trusts*, les distribuaient aux policiers pour leur propagande.

Les Assurances américaines ont fondé des « branches » en Europe, spécialement en France, pays propice aux Panamas, et elles y ont appliqué les mêmes méthodes qu'aux Etats-Unis : d'abord la corruption de la presse et des hommes politiques. La seule *New-York Life Ins. Comp.* a déboursé pour cinq millions de pots de vin, par les mains de son agent Andrew Hamilton, au Congrès de Washington. Les trois Compagnies ensemble ont « travaillé » de la même façon le Parlement français. Elles ont d'abord fait ajour-

ner le dépôt d'une loi qui devait gêner ici leurs opérations; la loi votée (loi du 17 mars 1905), elles ont fait ajourner les règlements d'administration qui devaient en permettre l'application.

Plus l'abus devenait criant, plus la situation s'aggravait, plus les révélations se multipliaient en Amérique — plus les journaux français emplissaient leurs colonnes de prospectus menteurs, chèrement payés; plus les politiciens français faisaient valoir leur complaisance auprès des pirates yankees.

Seul en France, et dès la fin de 1902, à mon retour des Etats-Unis, je dénonçai le péril que courait l'épargne française. Je montrai (*Histoire d'une Trahison*, p. 118 et 239-242) M. Waldeck-Rousseau, président du Conseil des ministres en France, touchant de l'*Equitable* 100.000 francs de traitement annuel, comme « avocat-conseil », pour étouffer au Parlement toute intervention menaçante. La presse américaine faisait des gorges-chaudes de cette vénalité du gouvernement français, et de la vénalité des diplomates français, que les Compagnies manœuvraient comme des pantins, à Washing-

ton et à New-York, au service de leurs combinaisons. Dans aucune affaire le cynique Waldeck-Rousseau ne poussa le cynisme aussi loin. Après lui M. Rouvier, ministre des Finances du cabinet Combes, puis président du Conseil, accorda le même concours aux financiers d'Outre-Mer, au moment où ils comparaissaient devant les juges de leur pays : au moment où la seule *Mutual Life* revendiquait 17 millions de francs sur son directeur Mac Curdy et intentait sept autres procès analogues contre la famille Mac Curdy, tout entière enrichie aux dépens des assurés.

Mais les plus audacieux boniments furent publiés par le citoyen Jaurès dans sa *Petite République socialiste*; le grand tribun s'écriait, en recommandant l'*Equitable* :

Nous avons déjà eu l'occasion d'attirer l'attention du public sur la composition tout à fait exceptionnelle du Conseil d'administration de cette grande Compagnie.

En effet, les plus éminentes personnalités dans le monde de la Finance, de l'Industrie, des Arts, dans l'Armée et dans la Magistrature sont représentées dans ce Conseil d'administration modèle.

La fortune privée de ses cinquante-deux membres

représente environ dix milliards de francs. Les capitaux d'affaires réunis des grands établissements qu'ils administrent sont estimés à cent milliards de francs.

Il paraît que le « capitalisme » a de bons côtés, pour les Socialistes « qui ne sont pas des ascètes ».

Plus tard, en décembre 1904 et janvier 1905, après le meurtre de Syveton, le citoyen Jaurès entreprit dans l'*Humanité* une campagne tenace, acharnée, atroce, pour établir que Mme Syveton avait tué son mari. Tout autre sujet fut abandonné. Les accusations formelles, les arguments, les déductions, les sanglants outrages s'entassaient dans d'innombrables colonnes.

Le Bloc, qui plaidait la thèse du suicide, ne comprenait rien à la conduite du citoyen Jaurès. On supposait bien que cet homme, qui a reçu d'autres hommes tant d'affronts et de soufflets sans broncher, était heureux de se satisfaire sur un mort et sur une femme en détresse. Mais cela n'expliquait pas dix articles de trois colonnes.

On aurait pu faire attention que le citoyen Jaurès était aux gages des Assurances américaines, que

ces compagnies devaient une somme considérable à la veuve de Syveton, et que la culpabilité de Mme Syveton eût annulé le contrat.

Un beau jour, la furieuse campagne du directeur de l'*Humanité* s'arrêta net. Jamais un mot de plus ne fut imprimé sur cette question. Les historiens du Socialisme nous apprendront sans doute quel arrangement amiable était intervenu entre la *Mutual-Life*, le citoyen Jaurès et sa victime... (1).

(1) Le *Cri de Paris* (15 janvier 1905) suggérait, en termes discrets, une explication subsidiaire :

« Dans le cas Syveton, le châtelain de Bessoulet considère avec angoisse la répétition de son propre cas. L'horreur et l'épouvante qu'il laisse paraître en face de tous les Potel, Ménard et Bruy, il les a ressenties pour son compte.

« Les analogies de sa carrière avec celle de Syveton affolent le rhéteur aux yeux d'halluciné. Il redoute une fin pareille... C'est son affaire qu'il expose. Hier Neuilly, demain Passy. »

Le *Cri de Paris* faisait allusion à la longue et très intime association du tribun socialiste avec un bandit, tenancier d'une maison de prostitution, maître-chanteur et coupe-jarret redouté, qu'il faisait battre en duel pour le compte de la citoyenne Jaurès.

Cf. le cas du citoyen Briand, condamné en correc-

C'est naturellement par les soins des Juifs que le tribun socialiste et le Socialisme officiel ont été mis au service de la haute finance américaine. Les Juifs occupent à New-York une situation encore plus forte qu'à Paris. La seule inspection des enseignes, le long de Broadway, sur une longueur de huit kilomètres, révèle que tout le commerce des Etats-Unis est aux mains juives. C'est un proverbe courant que New-York « settled by the Dutch, is run by the Irish and owned by the Jews ».

Quand nous visitâmes les Etats-Unis, on ne pouvait saisir, mais on pouvait pressentir un mouvement antisémite. Provenant de toutes nations et de toutes contrées, les Américains répugnaient à poser la question de race contre les Juifs; mais des incidents répétés éveillaient l'attention.

tionnelle et chassé du barreau pour outrage aux mœurs, Grand Maître de l'Université.

Avec le concours de MM. Anatole France, Octave Mirbeau, et sous l'invocation de Zola, le Socialisme va nous faire une société pure.

Ainsi, le Théâtre Iroquois ayant brûlé à Chicago, le critique dramatique de *Life* (New-York) reprocha aux managers juifs d'avoir sacrifié la vie des spectateurs à leur sordide économie. Aussitôt, les directeurs de quarante-sept théâtres new-yorkais, tous Juifs, décidèrent d'interdire leurs établissements au critique, M. Metcalf, et à tous autres rédacteurs de *Life*. Le public américain apprit donc que, dans la seule métropole, quarante-sept théâtres appartiennent à des Juifs, sans compter les salles où le spectacle est donné en langue hébraïque.

Il y a sur le continent américain 1.575.000 Juifs, dont 1.500.000 aux Etats-Unis. La seule ville de New-York, qui n'en comptait que 60.000 en 1880, en renferme aujourd'hui 750.000 (*sept cent cinquante mille*). Ils prétendent que le pays leur appartient de droit, parce que « les frais de l'expédition de Christophe Colomb auraient été faits, non par la reine Isabelle, mais par deux Juifs nommés Sanchez et Santangel », les Rothschild de l'époque ; outre que « le premier matelot qui aperçut la terre américaine et le premier blanc qui y posa le pied étaient deux Juifs ».

Ces titres sont évidemment indiscutables et décisifs. Il n'en a pas fallu tant pour qu'Israël s'emparât de la France.

Dans un livre très intéressant et curieusement documenté (1), M. Jean Finot, directeur de la *Revue*, démontre que toutes les nations modernes sont le produit d'une longue série de mélanges et de croisements. Vingt races différentes ont concouru à engendrer le peuple français ou le peuple allemand d'aujourd'hui, ou n'importe quel peuple. Les haines de peuple à peuple sous prétexte de « nationalisme » sont donc ridicules autant que détestables.

Mais M. Jean Finot oublie, par mégarde, la nation juive, qui seule s'est conservée intacte, sans aucun mélange avec le reste des hommes (sauf les alliances nobiliaires, achetées à prix d'or). Quoique dispersés sur la surface de la terre, les 12 millions de Juifs composent la seule nation homogène, et la plus résolument *nationaliste*. Leur dispersion n'empêche pas, dans le

(1) *Le Préjugé des Races*, par Jean Finot.

monde moderne, une étroite communauté d'intérêts, une extraordinaire unité de vues, une formidable discipline pour la conquête de la domination universelle.

Le mot d'ordre lancé par les chefs de la nation juive, en quelque partie du monde qu'ils se trouvent, est transmis, entendu, obéi sur-le-champ dans tous les pays; et des forces innombrables, obscures, irrésistibles, préparent aussitôt l'effet souhaité: le triomphe ou la ruine d'un gouvernement, d'une institution, d'une entreprise ou d'un homme.

« Les Juifs, nous expliquait loyalement un d'entre eux, *entendent profiter de tous les avantages de chaque communauté à laquelle ils se mêlent, tout en restant une communauté distincte et systématiquement égoïste* » (1).

C'est un spectacle très attachant pour l'historien, pour le philosophe.

(1) Dans une affaire de divorce plaidée à Paris (1903-1906), le tribunal de la Seine, puis, après appel, la Cour de cassation ont admis que les Juifs, même mariés civilement sans consécration religieuse, restent soumis à la loi talmudique, et que le mari seul peut demander le divorce. (Mosticzkcr contre Mosticzkcr.)

Mais c'est une situation que ne peut admettre le citoyen d'aucun pays.

Même l'internationaliste, qui rêve de fondre sa patrie et toutes les patries dans l'Humanité, n'acceptera pas d'effacer ou de diminuer sa propre nationalité au profit d'une nationalité étrangère : au profit de celle-là moins que de toute autre !

Nous dénonçons ici le Parti juif, ses complices, ses agents commandités.

Dans la comédie des *Ventres Dorés*, où l'Odéon officiel nous a montré nos véritables gouvernants, le personnage principal, invisible, omniprésent, omnipotent, c'est l'Argent. Au fond, c'est de l'Argent qu'il s'agit ici.

Avec l'argent, le Parti juif et les aventuriers du type Reinach, Herz ou Dreyfus achètent la conscience des politiciens, des écrivains, des juges. Ils achètent la presse, le théâtre, la critique, les clubs aristocratiques, les salons littéraires, les fils de la vieille noblesse, les tribuns démagogues, les faveurs de l'Église, la réputation, la puissance.

Ils n'achètent pas tout le monde cependant. Si

je m'étais vendu comme d'autres, — que j'ai eu la candeur de prendre pour des hommes de bonne foi, *quand ils abritaient leur courage incertain derrière mon énergie* (1), et qu'ils couvraient leurs tares de mon honorabilité — si je m'étais vendu comme d'autres, je ne serais pas aujourd'hui seul, sans tribune, en prison. J'aurais ma part du pouvoir, ma part de la fortune publique, et les gens qui me traquent seraient encore mes solliciteurs.

Je demande, pour les hommes qui ne veulent pas être achetés, le droit de vivre, et de vivre respectés.

Je demande que les Français soient juridiquement et politiquement les égaux, en France, des métèques, des pèrègrins qu'ils y ont accueillis.

Je demande, pour les dreyfusards qui ont

(1) Je citerai, en dehors des exemples déjà connus, les exhortations fréquentes qui me furent adressées pour provoquer M. Drumont; les instances du vidame de Pressensé pour m'engager à provoquer le colonel de Saxe, qui l'avait traité de polisson, de couard et de drôle devant un régiment assemblé. Etc.

protégé les Juifs, la licence de n'être pas réduits en servitude par les Juifs.

Je réclame, pour les citoyens de la République française, le droit d'échapper au joug de Rome sans tomber sous le joug de Jérusalem; le droit de n'être pas nécessairement Juifs s'ils refusent d'être Jésuites; le droit de rester des hommes libres.

C'est nous, les hommes libres, qui sommes venus à bout de la Congrégation romaine, et non pas les politiciens. La Congrégation maçonnique ou juive, même déguisée sous le masque socialiste, ne tiendra pas mieux contre nous.





IMPRIMERIE SPÉCIALE

PARIS -- 64, Rue Claude-Bernard, 64 -- PARIS.

EN DÉPOT :

Librairie ALBIN MICHEL

59, Rue des Mathurins, 59

PARIS (9^e)

100 Exemplaires, franco. . . 18 fr.

500 Exemplaires, franco. . . 80 fr.

DOCUMENTS POUR LES ÉLECTIONS

HISTOIRE
D'UNE
TRAHISON
1899-1903

Heures d'Espoir
La Bande Jaurès - La Curée

PAR
URBAIN GOHIER

Ce volume, recherché et supprimé partout avec le plus grand soin, ne se trouve plus que chez l'auteur, 64, rue Claude-Bernard.

Imprimerie spéciale Claude-Bernard